



LE TÉLESCOPE

ZOOM SUR L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Numéro 5 - Semaines du 4 au 18 novembre 2015

Monde :
Indonésie

ZOOM :
Brésil &
avortement

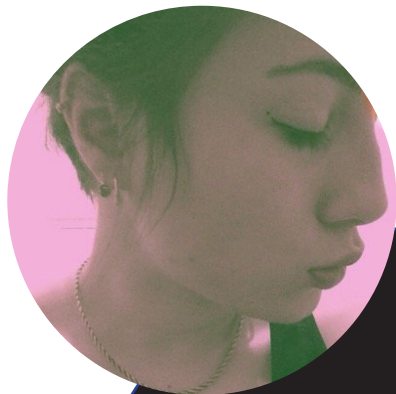
RECONTRE
Cécilia Cruz

Suivez nous sur Twitter: @TélescopeLeMag



AB12345678910

Anne Rivière



La France est blessée

La France est blessée. Après les attentats de ce vendredi 13 novembre, tout le monde est sous le choc. La menace djihadiste se fait plus pesante. Ce sont maintenant les civils qui sont visés, le peuple français dans toute son humanité. Pourquoi prendre pour cible une salle de concert, un fast food, un restaurant, un bar et un stade de football ? Car ce sont les symboles de notre mode de vie occidental, et les moyens même dont Daech dispose pour nous toucher, au plus profond de notre quotidien.

Ces attaques sont impossibles à occulter, certains experts parlent déjà de 11 Septembre français, de guerre civile. En conséquence, nous avons décidé non pas de modifier notre édito originel. Notre photo de la semaine portera sur l'image ahurissante des spectateurs du match France-Allemagne réfugiés sur la pelouse du Stade de France. Afin de respecter la mémoire des victimes, nous n'avons pas voulu publier de photos des attaques.

A l'heure où on se félicite de plus en plus d'entrer dans une ère à la pointe de la modernité, l'hypocrisie ambiante nous pousse à oublier que les problèmes de société sont bien loin de régresser.

Pourtant, il appartient à chacun de s'opposer aux inégalités, un tout petit geste, si il est multiplié par un quotient suffisamment important, peut faire bouger les choses. Entre les manifestants pro-choix au Brésil, cette policière qui a su résoudre un conflit avec un battle de danse, ces parisiens qui ouvrent leur porte aux rescapés des attaques il y a un point commun. C'est la volonté de faire changer les choses et d'entraîner une prise de conscience par leurs propres moyens, aussi insignifiants soient-ils. Peut-on vraiment parler d'espoir ? Rien n'est moins sûr, mais j'aimerais le penser. En France, la situation reste bloquée. Les médias de masse, en choisissant leurs sujets selon ce qui « buzzera » le plus, participent à une désinformation collective. Je pense qu'il est important de ne pas donner au lecteur seulement ce qu'il a envie de lire, mais tout ce qui peut

contribuer à lui éclairer l'esprit.

Et pourquoi si peu de collaboration entre les médias français et étrangers ? On a bien vu les journalistes du Figaro travailler main dans la main avec leurs collègues italiens et suédois pour traiter la crise des migrants, mais cela reste exceptionnel. Prenons l'exemple des manifestations pour la légalisation de l'avortement au Brésil, que presque aucun média français ni anglophone n'a abordé. C'est pourtant une problématique intéressante, mais la loi du mort-kilomètre l'emporte toujours.

Quand un milliardaire japonais, Joseph Lau, achète à sa fille deux des plus beaux diamants du monde pour une somme de 77 millions de dollars, on ne peut qu'être partagé entre deux états d'esprit. Penser « une telle somme aurait pu servir à aider tellement de personnes qui meurent de faim », ou penser « c'est son argent, il le dépense comme il veut » ? C'est bien triste à dire, mais la bien-pensance est devenu le nouvel accessoire à la mode. Où en sont donc toutes ces célébrités qui disaient vouloir accueillir des migrants chez eux ? Et François Hollande qui affirme n'avoir aucune résidence secondaire disponible pour accueillir les migrants ? Quid de sa Villa à Mougins, de ses appartements à Cannes et du Fort de Brégançon ?

Arrêtons de nous voiler la face, et avant de faire la morale au autres, soyons nous-mêmes irréprochables. Si chacun de nous se levait de son confortable fauteuil, et agissait vraiment au lieu de s'apitoyer sur une vidéo Facebook, oui, le Monde irait mieux. Changer sa photo de profil pour un drapeau tricolore est un beau geste de soutien. Mais trois jours plus tôt, celui qui aurait arboré les couleurs françaises sur sa page serait passé pour un sympathisant de la fachosphère. Alors comment faire la part des choses ? Restons solidaires, et arrêtons de dénigrer l'autre.

Vous souhaitant une bonne lecture malgré tout,

Anne Rivière.

SOMMAIRE



SOCIÉTÉ :

Watch me tordre le cou polémique
Primark entre prise de conscience et
cannular



GROS PLAN : L'Indonésie brûle



ZOOM : Avortement au Brésil



RENCONTRE : Cécilia Cruz, Étudiante



ENVIRONNEMENT : L'Indonésie suffoque sous des gaz toxiques



QUOI DE NEUF EN FRANCE ?



FOCUS : Panique au stade de France



OURS

Rédacteur en chef:
Anne Rivière

**Secrétaire de
rédaction:**
Zacharia Gunet

Rédacteurs: Marin
Lepézennec, Zacharia
Gunet, Enzo Janoir,
Florine Bouvard, Amber
Parada, Sébastien
Girard, Dorothée
André-Micolon, Juliette
Lissandre, Anne Rivière
et Léa Dusson.

Graphistes: Enzo Janoir

Avec la participation de
l'ISCPA Lyon.



Imprimé par nos soins à
L'ISCPA

Crédit photo de
couverture: DR

Watch Me tordre le cou aux polémiques

Les scandales impliquant des violences de policiers blancs sur des afro-américains se multiplient aux États-Unis. Pourtant, la confrontation n'est pas choisie par tous.

« Hands up, don't shoot ».

Un an après l'affaire Michael Brown, -un Noir de 18 ans tué par un policier blanc- le Missouri se souvient de ce slogan qui a été repris dans le pays tout entier. Écrit sur les nombreuses banderoles brandies lors des protestations de Ferguson, ces quatre mots ont secoué les États-Unis. Quinze mois après le décès de Mike Brown, un autre afro-américain de 18 ans a été tué par la police, à Normandy, tout près de Ferguson. Une nouvelle fois, les versions diffèrent. Selon les policiers, le jeune homme s'est tiré une balle dans la tête, après avoir été touché par un tir des forces de l'ordre, alors que les témoins soutiennent qu'il a été tué par la Police. Quelques jours plus tôt, une jeune lycéenne noire a été brutalisée par un policier blanc dans une salle de classe. La vidéo a fait le tour du web. Mais certains officiers de police arrivent à garder leur calme.

« Je n'aurais jamais imaginé un flic si cool »

Aux USA, le racisme est devenu un sujet d'actualité permanent. Dès qu'une histoire comme celle de Michael Brown apparaît, le « Monde libre » s'embrase. Mais le 26 octobre dernier, un sujet un peu différent a passionné la Toile. Alors que deux groupes de jeunes afro-américains commencent à se battre à Washington DC, une policière blanche intervient et demande le calme. Aaliyah Taylor, 17 ans, décide alors de provoquer l'officière et se met à danser le Nae Nae, sur la célèbre chanson Watch Me. À la surprise générale, un battle s'engage entre les deux jeunes femmes et les tensions disparaissent. « Au lieu de se battre, elle a essayé de retourner la situation et d'en faire quelque chose de drôle. Je n'aurais jamais imaginé un flic si cool. Il y a de bons policiers », a avoué la jeune danseuse après la scène, qui ne serait pas si rare.

Alors que la vidéo, enregistrée par les amies d'Aaliyah Taylor, a fait le tour du monde, les autorités de la capitale américaine en ont profité pour rappeler que ce genre d'épisode est fréquent. Pour Marinos M. Marinos, le secrétaire du département de police de Washington DC, les habitants de la capitale ont des contacts positifs avec les forces de l'ordre. Le seul problème réside dans le fait que cela est rarement filmé, contrairement aux débordements. Pour la policière qui a enflammé le dance-floor « c'est embarrassant que cela soit devenu si gros. C'est ce que l'on vit tous les jours. » Saluée par Barack Obama, cette performance rappelle que les relations entre policiers blancs et jeunes afro-américains peuvent être très cordiales.



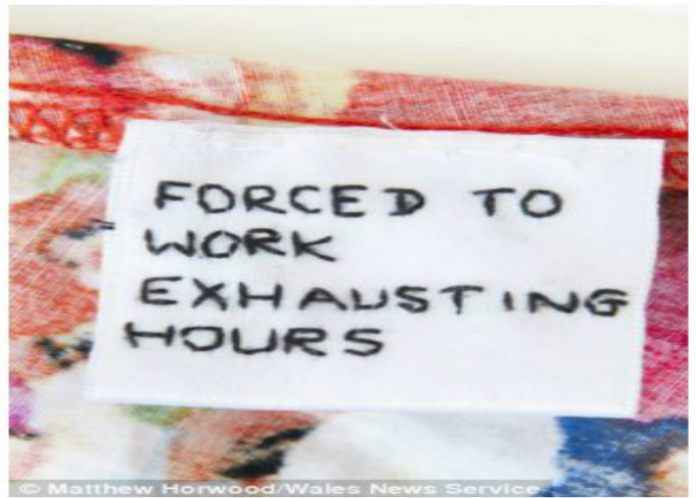
« Puisse Dieu protéger nos policiers »

De plus en plus d'interventions policières aux États-Unis, sont filmées par des tiers qui peuvent décider de ne diffuser que la partie de la vidéo qui les intéresse. Les forces de l'ordre luttent désormais face à cette pratique ne

montrant souvent que les dérives. Pour James Comey, directeur du FBI, c'est un véritable fléau. « Aujourd'hui, dans le monde de YouTube, les officiers de police ne sont-ils pas devenus réticents à sortir de leurs voitures et faire ce qu'il faut contre le crime ? », s'interroge-t-il après l'affaire de la lycéenne arrêtée en classe, et traînée de force. Trois de ses camarades ont filmé la scène et l'ont diffusée sur le média social. « Puisse Dieu protéger nos policiers », a lâché M. Comey. Une danse pour tordre le cou aux polémiques ? Possible. L'utilisation de YouTube à cette fois été bénéfique à la police. On peut alors se demander s'il ne serait pas nécessaire pour les forces de l'ordre, de mettre en ligne des vidéos de ce genre. Si les abus de certains policiers sont bien réels et doivent être condamnés, d'autres travaillent de manière tout à fait correcte. Dans un contexte si tendu, ces images deviennent une bouffée d'air frais pour les Américains. Merci au Nae Nae.

Sebastien Girard ●

Les messages de détresse sur les étiquettes Primark, entre prise de conscience et canular.



La marque Primark est au coeur d'une affaire sordide. Des messages de détresse et d'appel à l'aide ont été vus sur des vêtements achetés chez la marque irlandaise en pleine expansion. Pourtant, après une enquête approfondie, ces messages seraient un vaste canular.

C'est un drôle de message que découvre Rebecca Gallagher, une cliente galloise de Primark, en achetant simplement une robe chez Primark. La jeune femme lit sur l'étiquette de sa robe neuve un message: « Forced to work Exhausting Hours » (j'ai été forcé de travailler de longues heures). Plusieurs messages dénonçant les conditions de travail chez Primark ont été retrouvés, plongeant l'entreprise irlandaise au coeur d'une affaire sordide.

Cette nouvelle s'est étendue dans toute la Grande-Bretagne notamment sur les réseaux sociaux avec le hashtag #labelgate.

Un scandale médiatique

Mais aussi folle soit-elle, cette histoire soulève beaucoup de questions. Un scandale médiatique ébranle les réseaux sociaux. Surtout que l'événement se passe un an après l'effondrement des ateliers du Rana Plaza au Bangladesh – là où Primark faisait confectionner ses produits – qui a tué 1138 ouvriers. Ils travaillaient d'ailleurs dans des conditions désastreuses.

Une histoire qui semble crédible d'autant plus qu'en 2012, un ouvrier chinois avait opéré de manière similaire en glissant son SOS dans un sac de la marque Saks Fifth Avenue.

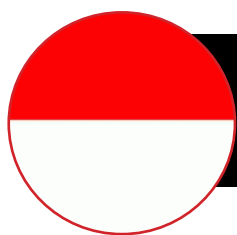
Primark parle d'un canular

Interpellée par cette histoire de robe qui ternit son image, la marque irlandaise réagit immédiatement. Le porte-parole déclare alors que « la robe était en vente depuis un an ». Depuis, Primark essaye tant bien que mal de redorer l'image de son entreprise. Elle s'engage à rendre les conditions de travail plus sûres pour les fabricants, et à verser des indemnités aux victimes du Rana Plaza.

Après son enquête, Primark prononce le verdict: ces mots de détresse sont le produit d'un canular. Les deux vêtements contenant des messages n'ont pas été cousus dans la même usine (l'un l'a été en Inde et l'autre en Roumanie), et proviendraient de la même personne.

Selon le journal South Wales Evening Post, les étiquettes portant les inscriptions seraient en fait l'initiative d'une artiste galloise : Emily Rose Baines. Cette dernière est très impliquée dans la lutte pour l'amélioration des conditions des travailleurs du textile. L'artiste vivait à Swansea en 2013, lorsque les vêtements Primark ont été vendus. Si Emily Rose Baines est bien à l'origine de ce canular, elle aura en tout cas su le gérer en toute discrétion.

Juliette Lissandre ●



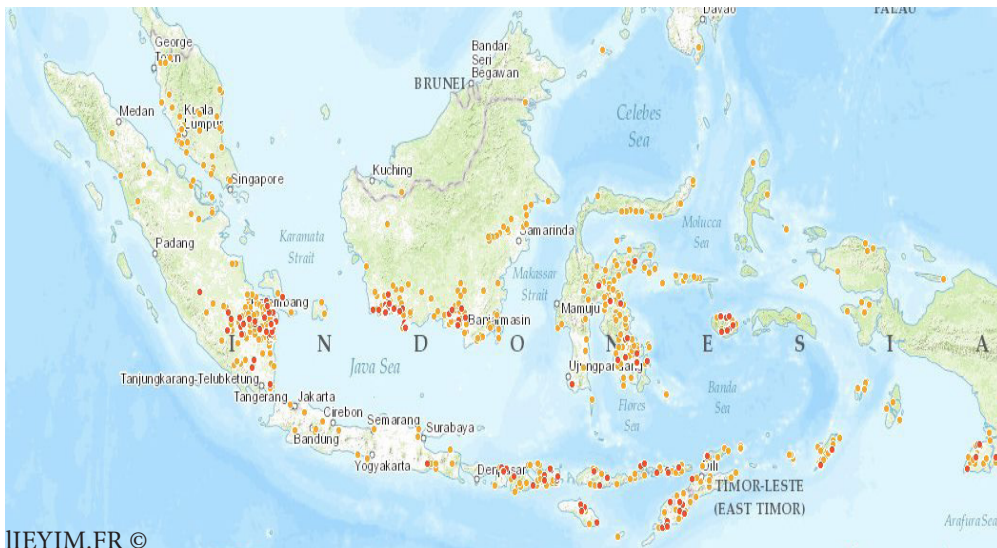
L'Indonésie brûle

Recontextualisation

Depuis plusieurs mois, des forêts indonésiennes ne cessent de brûler. Les incendies recouvrent le pays dans un brouillard suffocant. Outre les forêts, la terre brûle aussi. La tourbe qui s'y trouve commence à couvrir sous la cendre, provoquant l'émission des gaz toxiques comme le méthane, le monoxyde de carbone et l'ozone. La concentration de ce brouillard atteint des niveaux hallucinants.

Les incendies des forêts en Indonésie n'ont rien de nouveau. Les agriculteurs y brûlent régulièrement des forêts pour faire de la place permettant la culture des palmiers à huile. En tenant en compte la sécheresse d'« El Niño », l'Indonésie vit les pires incendies de forêts de toute son histoire.

Plus de 20.000 pompiers, militaires et policiers indonésiens tentent de lutter contre le feu, mais pour l'instant, leurs tentatives sont vaines. Quoi qu'il en soit, leur allié le plus important reste la pluie. En attendant les eaux copieuses d'El Niño, les Indonésiens créent leurs propres nuages de pluie en utilisant des produits chimiques, largués dans les nuages. Cette technique a déjà mené à une grosse averse, et encore plus de pluies sont au programme.



IIIEYIM.FR ©

Superficie : 1.910.931 km²

Capitale : Jakarta

Population : 253.609.643

Principale religion : Islam

Activités principales : L'agriculture, plantations de palmiers

Emission CO₂ : 15-20 million tonnes par jour depuis septembre



Une femme s'enfuit des feux et de la fumée en Siak Regenay. Plus d'un demi-million d'Indonésiens sont traités pour des infections et des troubles respiratoires. Les gens sont sommés de rester à l'intérieur, les écoles restent fermées. Le gouvernement distribue des masques chirurgicaux, mais ils restent une protection bien sommaire.



Claire Lrs @ClaireLrs · 6 nov.

L'Indonésie brûle et le monde entier reste indifférent. Personne ne fait rien mais tout le monde parle de la #COP21. #indonesiafire



2



4
6
8
0
0
0

Le chiffre de la semaine

C'est le nombre d'hectares de forêts qui disparaissent en Indonésie chaque année. Actuellement, des dizaines de milliers d'hectares de forêt sont en feu, ce qui contribue à une vaste déforestation en plus de l'exploitation clandestine des forêts.

Les questions que la rédaction se pose...

1. Pourquoi une telle augmentation de la demande d'huile de palme ?

La raison principale des incendies en Indonésie est la déforestation, dont l'objectif est la culture menant à la production d'huile de palme. Du lever au coucher, nous-même consommons de l'huile de palme. Cette huile se trouve partout : dans notre dentifrice, le pain, le shampoing, le chocolat, même dans le carburant bio où notre précieux Nutella.

En Juillet, Ségolène Royal, ministre de l'écologie et du développement durable, avait accusé Nutella de contenir de l'huile de palme provenant de sources non durables. Elle a appelé à ne plus en consommer. Il s'avère que Nutella est un élève modèle en ce qui concerne la durabilité et la transparence, donc son appel ne servait à rien. Néanmoins, grâce à ce « Nutella Gate », la problématique de la déforestation à cause de l'huile de palme est remise à l'ordre du jour.

Selon une étude de l'IISD (International Institute

for Sustainable Development) et le GSI (Global Subsidies Initiative), l'usage de l'huile de palme a augmenté de 365% entre 2006 et 2012. Et l'Europe n'est même pas le plus grand consommateur d'huile de palme....

Dans le Sud-Est asiatique et certaines régions d'Afrique, l'huile de palme est utilisée comme ingrédient de cuisine. La Chine et l'Inde sont deux des plus grands consommateurs et importent un bon tiers de la production totale.

La demande augmente, suivant l'évolution de notre mode de consommation. Pour pouvoir répondre à cette demande, les agriculteurs indonésiens continuent à brûler leur pays.

2. Que fait le gouvernement Indonésien ?

Le président Joko Widodo est mis face au choix pénible de prendre des mesures structurelles. L'industrie de l'huile de palme représente un marché très important en Indonésie, mais la déforestation qui l'accompagne est la cause d'une bonne moitié des émissions totale du pays en gaz à effet de serre. De plus, le désastre va coûter à la région Sud-Est asiatique environ 12,7 milliards d'euros. Cette somme comprend la reconstruction du pays, les malades et les morts.

Après sa visite au président américain Barack Obama, Widodo a annoncé qu'il arrêtera distribuer des permis de développement des plantations de palmiers. Il espère que cette action fera baisser les émissions de 41% d'ici 2030.

En septembre, une dizaine des personnes ont été arrêtées et quelques 140 autres sont suspectées d'incendie criminel. Vu que les territoires des entreprises sont vastes et souvent gérés par des communautés, il est presque impossible de trouver les coupables et de les inculper. Il y a trop peu de protection contre les incendies illégaux des propriétaires de plantations et des agriculteurs particuliers. Les plantations d'huile de palme rapportent énormément d'argent, qui est utilisé pour payer la police et les gouvernements locaux, mais également des employés du ministère de Jakarta. C'est pourquoi jusqu'à présent, les entreprises peuvent poursuivre sans encombre.

Amber Parada & Dorothé andré-Micolon ●

Avortement au Brésil : le combat des brésiliennes continue pour accéder à l'avortement

L'avortement est le combat que vivent de nombreuses femmes au Brésil, et ce depuis toujours. Si certaines lois ont été mises en place afin de définir des avortements « légaux », il est encore aujourd'hui bien difficile pour toutes les femmes d'y accéder. Manque de moyens techniques et médicaux modernes, religieux, ou encore instances politiques sont les nombreuses raisons qui se mettent au travers du chemin vers l'avortement.

Des femmes brésiliennes manifestaient en ces mois d'octobre et de novembre, très en colère, contre un amendement qui transformerait toute aide à l'avortement en délit. De plus, elles devraient passer des examens pour confirmer ou non la légitimité du rapport sexuel. Étaient scandés dans les rues brésiliennes « avortement légal tout de suite » et « Dehors Cunha » le président actuel de la chambre des députés. À Rio de Janeiro, ces manifestations étaient peuplées d'hommes. Un peuple qui évolue, soumis à un gouvernement de gauche qui, lui, n'a guère évolué depuis une vingtaine d'année.

Si l'avortement est illégal au Brésil, il y a tout de même certaines conditions qui l'autorisent. trois conditions : lorsque la grossesse met en danger la vie de la mère, lorsque la grossesse est issue d'un viol ou pour finir, dans le cas de l'anencéphalie du fœtus (l'absence partielle ou totale du cerveau qui empêche la survie du nourrisson.) Les deux premiers cas ont été acceptés grâce à la loi de 1940, et le deuxième suite à une décision de la cour suprême en 2012.

Mais malgré ces conditions d'autorisations qui restent exceptionnellement respectées, il est toujours très difficile pour les femmes de se faire avorter au Brésil surtout pour les femmes pauvres. Car au Brésil, la corruption fait rage. Il est alors facile pour une femme riche ou même simplement aisée de soudoyer un médecin pour pratiquer un avortement dans de bonnes conditions, mais discrètement. De plus, le pays ne compte que 65 hôpitaux capables de pratiquer l'avortement. Et ces hôpitaux sont submergés par la demande. Donc même dans des conditions légales, il n'est pas toujours possible pour les femmes de se faire avorter.

Pourtant, de nombreuses femmes ont besoin de ce service. Pour un pays de 200 millions d'habitants, seulement 1 626 avortement légaux ont été pratiqués en 2012. Un chiffre alarmant, compte-tenu des femmes très jeunes qui en ont besoin. La moyenne d'âge des femmes souhaitant se faire avorter est comprise entre 20 ans et 24 ans. Mais la plus jeune recensée à ce jour n'était âgée que de 10 ans. En comparaison, plus d'un million d'avortement illégaux sont pratiqués chaque année dans le pays.

En 2014, le gouvernement brésilien a tout de même essayé de faire avancer les choses, dans un pays pourtant peu réceptif au changement. Un arrêté du Ministère de la Santé datant du 21 mai 2014 voulait faciliter l'accès à l'avortement à toutes les femmes, de manière humaine et financière, dans tous les hôpitaux du pays, sans que cela restait légal. Mais il a été retiré au bout de seulement

sept jours, après de nombreuses manifestations (surtout religieuses) anti-avortement. Cause officielle de l'annulation : des problèmes techniques.

Quatre ans de prison pour un avortement illégal

Quatre ans de prison. Voilà ce que risque une femme qui se fait avorter dans un cas jugé non légal. Il est donc très difficile pour les femmes brésiliennes d'accéder à un avortement, notamment dans de bonnes conditions. Car, s'il est légal dans certains cas, ce n'est pas pour autant qu'il est toujours bien pratiqué. L'accueil des femmes dans les hôpitaux aptes à pratiquer l'IVG est vraiment négligé. Les médecins ne sont pas formés à ce genre de pratiques. De nombreuses preuves sont demandées pour prouver que l'avortement est bien légal. A un tel point que souvent, les femmes ne peuvent pas se faire avorter et passent par des situations très humiliantes.



© Adriano Vizoni

Des femmes pauvres et de couleurs, les moins respectées dans le pays, défilent pro avortement, pour faire valoir leurs droits.



Difficile pour les femmes de s'exprimer au Brésil, pourtant, elle, crie contre le président de la chambre des députés Eduardo Cunha.

© Adriano Vizoni

A cause de ces interdictions, de l'accueil dans les hôpitaux et du côté tabou de ce sujet, de nombreuses femmes prennent la décision de se faire avorter clandestinement. Une pratique très dangereuse pour leur santé. Tous les deux jours, une femme meurt suite à un avortement clandestin. Autre chiffre : à 40 ans, une femme brésilienne sur cinq a déjà pratiqué une interruption de grossesse, dans la majorité des cas illégalement, d'après une étude nationale (Pesquisa nacional do aborto) en 2010. Ces IVG sont très dangereux, car illégaux et clandestins, ils ne respectent en aucun cas les règles de sécurité et surtout d'hygiène. Pour cela, trois solutions se proposent aux femmes : se faire avorter en clinique privée et payer 3000 euros, qui sélectionne tout de même les patientes, commander des pilules abortives sur internet pour 80 euros, qui ne fonctionnent pas dans tous les cas, ou acheter des plantes médicinales faisant « descendre les règles » sur les marchés. Des conditions déplorables, mais auxquelles de nombreuses femmes font appel afin de mettre un terme à leur grossesse.

Le Brésil, premier pays catholique au monde

Le fait que le pays compte 123 millions de catholiques rend le débat sur l'avortement encore plus délicat. La loi permettant l'avortement dans le cas de violences sexuelles ou de survie de la mère reste « vague » pour les pro-vie brésiliens et les catholiques. Ainsi, selon eux, cette loi permettrait l'élargissement de la tolérance vis-à-vis de l'avortement. À vrai dire, les pratiques allaient déjà en ce sens. Cette loi apporte juste un cadre aux pratiques déjà en place, un cadre légal. Les représentants des instances religieuses et le gouvernement brésiliens sont souvent divisés par ce sujet. Voici un fait qui prouve que l'Église est totalement anti avortement : une fillette de 9 ans avait été violée en 2009 par son beau père, et elle est tombée enceinte de jumeaux. L'évêque de Recife avait exclu de la communauté catholique les médecins qui ont sauvé

la jeune fille. Sa vie était pourtant en danger. Ce qui en ressort : l'Église n'est pas pour l'avortement même quand l'une ou les conditions citées plus haut sont présentes, voire réunies pour ce cas là. Le gouvernement cède d'ailleurs souvent face à la pression des instances chrétiennes : en 2010, la présidente Dilma Rousseff s'était exprimée sur la ligne directrice de son mandat concernant l'avortement. Elle ne le légaliserait pas. Autre mesure à l'origine de cette pression, approuvée après 14 ans d'attente : un décret qui rendait obligatoire le traitement et la prise en charge (gratuits) des victimes de violences sexuelles, via, entre autres, la pilule du lendemain. Pour Lara Bernardi, auteur de cette dite mesure, c'est « c'est une question de santé publique et de défense des droits de l'homme ». Ce qui choque le plus les instances religieuses dans cette nouvelle décision : la prophylaxie de la grossesse (traitements au

« C'est une question de santé publique et de défense des droits de l'homme »

vues de la possibilité d'apparition de certaines maladies). Ils y voient là une facilitation de l'accès à l'avortement et « associer la grossesse à une maladie qui doit être évitée, avec le terme prophylaxie, était inadmissible ». Réponses claires des groupes religieux : si la présidente, athée, allait dans le sens des femmes, une campagne anti-Rousseff serait dirigée pour aller à l'encontre de sa réélection présidentielle. Le chef de cabinet à la présidence Gilberto Carvalho a considéré les instances religieuses comme «

durs avec la présidente », mais précisé qu'elle écoutait, un peu trop à son goût, les groupes féministes.

Le pays, en voie de développement sans l'être, entre riches très riches et pauvres très pauvres, est peut-être sur le chemin de l'acceptation de l'égalité homme-femme. Peut-être, car effectivement le chemin à parcourir reste long. Entre un gouvernement qui cède face aux instances religieuses, et instances religieuses trop inégalitaires vis-à-vis du droit de l'Homme et du « droit à la vie », le combat reste rude.

Marin Lepézennec & Florine Bouvard ●

« Le Brésil reste un pays catholique aux mœurs très religieuses »

Cécilia Cruz est une jeune femme de 21 ans. Née au Brésil, elle vit sur l'île de Florianópolis au Sud du pays. Etudiante en langues à l'Université de Santa Catarina, Cécilia est aussi très engagée dans la lutte pour l'égalité homme-femme. Nous nous sommes entretenus avec elle afin de connaître sa vision du sujet, et de le découvrir de l'intérieur.



Propos recueillis et traduits par Anne Rivière

Que penses-tu de la condition des femmes au Brésil ?

Les femmes riches et de classe moyenne ont de très bonnes conditions de vie et ont accès à à peu près tout ce dont elles ont besoin. Mais il y a toujours beaucoup de pauvreté ici, et la majorité des gens défavorisés sont noirs. On peut donc dire que les femmes noires sont celles qui souffrent le plus du manque d'information et d'accès aux soins, de sécurité et du contrôle des naissances.

En tant que femme brésilienne, penses-tu que la loi concernant l'avortement doit être modifiée ?

Oui, je pense que l'avortement devrait être légal dans tout les cas. Garder ou non un enfant, c'est une décision qui n'appartient qu'à la mère. Actuellement l'IVG n'est autorisée que si la femme tombe enceinte suite à un viol, ou si c'est une grossesse à risque pour sa santé. Mais bien sûr, si la femme a de l'argent et ne veut pas de cet enfant elle s'arrangera pour soudoyer un docteur et avorter dans des conditions décentes. Alors que les femmes pauvres, elles, doivent se tourner vers des cliniques clandestines ou le faire elles-mêmes, au péril de leur vie.

Connais-tu quelqu'un qui a avorté au Brésil (légalement ou non) ?

Oui en effet. Plusieurs femmes de ma famille ont avorté illégalement au cours de leur vie. Aucune d'elle ne le regrette, et si c'était à refaire, elles le referaient sans hésiter.

Quelle est l'opinion générale au Brésil concernant cette problématique ? Les avis divergent-ils beaucoup ?

Au quotidien les gens n'en parlent pas vraiment, ça reste un sujet tabou parce que c'est illégal et qu'ils pourraient avoir des ennuis en s'exprimant trop. Le Brésil reste un pays catholique aux mœurs très religieuses. L'Eglise pèse un poids très important, même sur le gouvernement. Mais on peut quand même noter que les jeunes générations comme la mienne, qui deviennent adultes à l'heure actuelle, sont beaucoup plus concernées par ce problème. Et pas uniquement les filles. C'est une histoire d'évolution des consciences. Sur Facebook par exemple, il y a de plus en plus de pages et de groupes pour la libération de la femme. On a grandi avec Internet, on voit comment ça se passe dans les autre part dans le monde, et on se dit : «Pourquoi ça ne changerait pas chez nous?» Ici à Florianópolis, les gens sont très religieux, surtout les plus pauvres, donc la majeure partie est contre l'avortement. Mais je pense que la pilule du lendemain pose beaucoup moins problème pour eux.

Au niveau des manifestations, as-tu assisté à certaines actions pour réclamer plus de liberté pour les femmes ?

Carrément, il y a beaucoup de manifestations en ce moment. Hier le 12 novembre il y en avait une à Rio, et j'y étais. Le mouvement prend de l'ampleur, il y avait environ 5000 personnes pro-choix qui s'étaient rassemblées.

L'INDONESIE SUFFOQUE SOUS DES GAZ TOXIQUES



Des feux de forêt étouffent l'Indonésie. Les fumées polluent le ciel et se répandent dans les pays voisins. C'est la plus grosse catastrophe écologique à toucher ce pays ces 20 dernières années.

Les flammes dévorent les forêts et étouffent le peuple Indonésien. Des dizaines de milliers de personnes souffrent de problèmes respiratoires à cause de la pollution occasionnée. « Ce n'est pas juste un problème environnemental, mais également un désastre de santé publique. » déclare Nigel Sizer, directeur de l'organisation américaine World Resources Institute (« Institut des ressources mondiales »).

Les fumées ont causé de lourdes brumes polluantes, qui ont enveloppé les zones urbaines et forestières de l'archipel indonésien. Des milliers d'espèces animales font désormais face à l'extinction à cause de la destruction de leurs habitats naturels, comme les orangs-outans et les tigres de Sumatra.

Des causes humaines

Comme chaque année en automne, les producteurs d'huile de palme font brûler des pans de forêt entiers afin de pouvoir créer des espaces propices à la culture. Cela fait 20 ans que ces pratiques sont perpétrées, et que les fumées qu'elles causent se répandent dans le pays, ainsi que les territoires voisins comme la Malaisie ou Singapour. « Un crime contre l'humanité » selon certains météorologues. En cette année 2015, la situation est différente. Le courant marin chaud El Niño a aggravé la situation, causant des sécheresses à travers tout le pays. Le taux de dioxyde de carbone qui s'est répandu dans l'air cet automne en Indonésie, causé par les feux et accentué par El Niño, est supérieur à celui produit par toute l'économie des États-Unis sur la même période.

Le président Indonésien Joko Widodo a pour habitude de formuler des excuses au sujet des incendies et des fumées. Cette année toutefois, il a initié une instruction présidentielle selon laquelle le ministère de l'Environnement et des Forêts doit cesser de fournir des permis pour le développement des plantations d'huile de palme. Leurs principaux objectifs sont de protéger la population, et de rétablir l'écosystème des tourbières. L'instruction n'est cependant pas contraignante, bien qu'elle reste un premier pas vers un éventuel texte de loi, et un changement des pratiques polluantes.

Un retour des incendies

La ministre de l'Environnement et des Forêts Siti Nurbaya Bakar a annoncé que « lors de la troisième année de février, des points chauds émergeront de nouveau ».

Si les effets du courant El Niño devraient commencer à se dissiper d'ici-là, la sécheresse persistante risque de relancer des feux de forêt.

La ministre a annoncé que les effectifs et les équipements des pompiers seraient augmentés, sans donner de chiffre. À chaque crise causée par des incendies, l'Indonésie a demandé des aides de l'étranger. Cette fois-ci, la ministre a annoncé qu'ils n'en auraient pas besoin en février.

Beaucoup d'experts cependant, doutent de la capacité du gouvernement à gérer la crise, compte tenu de son inaction les années précédentes. Le vice-président de la république d'Indonésie Jusuf Kalla, lui, pense que le problème des feux de forêts sera réglé d'ici à 5 ans.

Zacharia Gunet ●



ECONOMIE

Air France lance un appel à la grève

Quatre salariés de la compagnie ont été licenciés jeudi 12 octobre pour « faute lourde ». Ils ont interrompu le comité central d'entreprise le 5 octobre qui venait d'annoncer un nouveau plan de 2993 suppressions de postes. L'annonce de ces licenciements par la direction a provoqué l'incompréhension des salariés, jugeant cette décision « disproportionnée ». Un appel à la grève a ainsi été lancé par les salariés et les syndicats de la compagnie aérienne.

L'agencement de Platini

La FIFA a officiellement validé cinq candidatures le jeudi 12 novembre, dans l'optique du congrès électif extraordinaire de l'instance mondiale, qui aura lieu le 26 février 2016 à Zurich. Quand à la candidature de Michel Platini, elle sera examinée en janvier. Domenico Scala a mis de côté le président de l'UEFA. Cet ex-numéro 10 des bleus a été suspendu, le 8 octobre, pour quatre-vingt-dix jours par le comité d'éthique de l'instance internationale.



SPORT

La prison pour Claude Guéant

Le verdict est tombé ce vendredi 13 novembre et la liste est longue pour l'ancien bras droit de Nicolas Sarkozy : ce sera deux ans de prison avec sursis, 75000 euros d'amendes ainsi que cinq ans d'interdiction de toute fonction publique, à l'issue du procès des primes en liquide du ministère de l'intérieur. En plus de cette décision, le tribunal correctionnel a également condamné l'ex-directeur général de la Police Nationale Michel Gaudin. Claude Guéant quant à lui a fait savoir qu'il ferait appel. une infraction.

JUSTICE
ET
POLITIQUE

FAITS DIVERS

Un étudiant serait-il mort de faim ?

Un étudiant de 22 ans a été retrouvé sans vie dans sa résidence scientifique de Villeneuve d'Ascq, non loin de Lille. Selon ses proches, ce jeune homme ne disposait plus d'aucun crédit pour appeler, ni pour se nourrir. Retrouvé en état de décomposition avancé, le corps a été placé entre les mains des scientifiques pour une autopsie.

Le masque et la plume

L'émission culte de France Inter fête ses 55 ans d'existence. Orchestrée par Jérôme Garcin depuis 21 ans, ce rendez-vous hebdomadaire qui a lieu tous les dimanche à 20h, critique avec enthousiasme la culture. Un spectacle radiophonique mais aussi visuel puisque France Inter et Dailymotion se sont associés. Ils ont tous deux partagé cette chronique avec tous les auditeurs, comme le 17 octobre dernier où ils ont pu visionner en direct la vidéo du Masque et la Plume sur la page de la radio.

CULTURE



Attentats du 13 novembre : Panique au Stade de France

C'est une image surprenante, mais Ô combien tragique. Nous sommes vendredi 13 novembre, il est près de 23h. Les spectateurs du match France-Allemagne sont massés sur la pelouse du Stade, Deux explosions ont retenti durant la rencontre, une autre pendant la mi-temps, entre 21h13 et 21h53. « J'ai senti les gradins trembler », témoigne un jeune homme. « On n'a pas réalisé tout de suite, alors on a applaudi, en pensant que c'était des pétards. » Il faut dire que la majorité des spectateurs ne réaliseront qu'à la fin du match que des attentats sont en cours. Les trois kamikazes, qui se sont suicidés aux alentours du Stade via une ceinture d'explosifs, préoyaient de perpétrer un véritable carnage. Refoulés à l'entrée, ils n'ont pu accomplir leur plan : se faire exploser dans un stade de 80 000 personnes, lors d'une rencontre sportive entre deux des leaders européens, et en présence du président français. Si François Hollande a été exfiltré sous haute protection vers 22h30, il n'en est pas de même pour les citoyens lambda. Au coup de sifflet final, le Stade est bouclé, les speakers et les écrans géants indiquent de sortir par les portes nord, sud, et ouest. Mais selon un témoin, aucune issue n'était ouverte, les gens ont commencé à paniquer, crier, prévenus du danger par des messages de leurs proches. La nouvelle des attentats se répand comme une traînée de poudre, et dans un mouvement de panique, le public trouve refuge sur la pelouse. Finalement invités à quitter le Stade par la porte ouest, les spectateurs, dont beaucoup sont venus en famille, hésitent à sortir. Reconduits au RER et au métro par les CRS mobilisés en nombre, vient l'heure de la prise de conscience : « Nous avons échappé au pire ».

Enzo Janoir ●

*« Imaginez qu'il n'y a aucun pays,
Ce n'est pas dur à faire,
Aucune cause pour laquelle tuer ou mourir,
Aucune religion non plus,
Imaginez tous les gens,
Vivant leurs vies dans la paix... »*

Imagine – John.L

Traduction française

Hommage aux victimes du monde.